

**M. Lewis:** Il est inutile parce que vous l'avez déjà.

**Le très hon. M. Trudeau:** Oui, je l'ai obtenu, mais les gens qui se trouvent sur les lieux ne parviennent pas, paraît-il, à mener cette opération à terme. Pour répondre à la question, nous n'avons pas l'intention de rappeler les avions Hercules, du moins pas d'ici quelques jours. De notre propre initiative, nous avons offert d'envoyer des avions Buffalo, parce qu'ils pourraient, paraît-il, être plus utiles. Nous voulons fournir des avions d'un genre quelconque. Nous ne voulons pas retirer les avions Hercules, si nous constatons qu'ils peuvent être utiles.

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, ma question est fort simple et à propos. Le premier ministre reconsidérerait-il son attitude en demandant au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de venir aujourd'hui à la Chambre. Si la chose n'est pas réalisable, nous assurera-t-il que le ministre sera ici lundi?

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre.

Étant donné que le Canada est considéré comme un pays ami par les deux parties en cause, c'est-à-dire le Biafra et le Nigéria, le gouvernement a-t-il proposé ou se propose-t-il de faciliter une rencontre, au Canada, entre les deux parties, afin que ce conflit se termine?

**Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, le député a dû apprendre, grâce aux témoignages apportés au comité, que les deux parties se sont déjà rencontrées à plusieurs reprises. Au fait, elles se sont rencontrées dans des États africains et n'ont pu en venir à un accord, parce que le gouvernement légitime de Lagos dit: Nous sommes prêts à négocier des formes de fédéralisme, à condition que cela ne divise pas le pays. Par ailleurs, les autorités biafraises déclarent qu'elles veulent se séparer et qu'elles n'ont pas confiance dans l'unité de cet État-là.

Alors, ces rencontres entre les parties ont été infructueuses et je ne vois pas en quoi cela servirait la cause de l'humanité de les inviter à amorcer des discussions chez nous, quand celles qui ont eu lieu en Afrique même, dans des pays amis, n'ont porté aucun fruit.

Il est facile de parler de toute la question du cessez-le-feu, monsieur le président, mais

[Le très hon. M. Trudeau.]

cela veut dire que nous demandons au gouvernement du Nigéria d'accepter que son pays soit divisé. Évidemment, le Nigéria n'est pas d'accord avec un cessez-le-feu dans ces conditions-là.

Quant à savoir si le cessez-le-feu doit être obtenu à la condition d'intégrer le Biafra au Nigéria, je dirai que les autorités biafraises elles-mêmes ont refusé cela. Alors, je me demande bien quelle solution nouvelle sera proposée.

[Traduction]

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une mise au point à demander au premier ministre. Le gouvernement du Canada formule-t-il directement des instances auprès du gouvernement du Nigeria en ce moment, afin que la Croix-Rouge canadienne puisse obtenir des autorisations du gouvernement du Nigeria?

**Le très hon. M. Trudeau:** Je ne puis répondre à cette question avec une certitude absolue. Une fois encore, nos autorités à Lagos ont été priées de suivre la politique que je viens d'exposer. Je suis certain qu'elles sont en rapport avec la Croix-Rouge. Je ne sais pas exactement quels échanges ont eu lieu entre elles. Mais les autorités de la Croix-Rouge savent que nous avons les avions. Elles savent que nous avons les vivres et que nous sommes disposés à les transporter d'un lieu à un autre. C'est à elles d'obtenir l'accord des autorités gouvernementales de Lagos.

**L'hon. M. Stanfield:** Je demande en toute bonne foi au premier ministre que lui ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures présente des instances directes au gouvernement du Nigeria, non pas de manière inimicale, mais pour aider la Croix-Rouge à se procurer la permission nécessaire.

**Le très hon. M. Trudeau:** Oui. Je discute justement de cette question avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je lui en ai parlé ce matin avant d'entrer à la Chambre et je dois le rencontrer quand la séance sera levée.

**M. MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une ou deux questions supplémentaires? Au début de la séance, le premier ministre a semblé dire qu'après avoir conclu un accord, Lagos revient maintenant sur sa parole. Est-ce bien le cas? Si oui, cela crée une situation étrange dans le domaine des accords internationaux. Comme le ministre n'est pas ici aujourd'hui, mais doit être présent lundi, et comme trois jours s'écouleront avant qu'il s'explique, serait-il pos-